

Pour la création d'un service civil suisse

Au début de janvier s'est constitué à Neuchâtel le Comité neuchâtelois pour un service civil, regroupant des citoyens de tous les milieux politiques ou confessionnels, et qui s'est donné pour tâche de soutenir l'initiative fédérale pour un service civil (voir texte ci-contre).

Ses buts :

1. Faire connaître cette initiative dans les milieux les plus larges de la population.
2. Organiser la récolte des signatures.
3. Contribuer à lancer des comités cantonaux en Suisse romande.
4. Mener campagne en vue de la votation populaire à laquelle cette initiative sera soumise.

**Récoltez des signatures!
Demandez et redemandez
des listes!**

Finissons-en avec une situation qui assimile à des délinquants de droit commun des citoyens qui obéissent à leur conscience!

Nous recommandons à tous les citoyens du canton de signer et de faire connaître l'initiative de Münchenstein pour la création d'un service civil

Depuis 1903, des Suisses luttent pour l'introduction dans notre pays d'un service civil. La Suisse est, avec l'Espagne, le Portugal, l'Italie et la Grèce, un des seuls Etats d'Europe occidentale à n'avoir pas encore prévu un service alternatif garantissant le droit à l'objection de conscience, expressément reconnu par la Convention européenne des droits de l'homme.

Nous estimons par conséquent qu'il est juste et nécessaire d'inscrire ce droit dans la Constitution fédérale avec le devoir correspondant d'accomplir un service civil.

Comité de soutien élargi

Jean-François AUBERT, professeur à l'Université, député, Corcelles
Roger BADER, professeur à l'Université, Auvier
Alfred BAUER, directeur de Caractères S.A., Neuchâtel
Gérard BERGER, conseiller général, La Chaux-de-Fonds
Paul-Jean BERTHOUD, professeur, Le Locle
Gilbert BIÉLER, professeur, Fleurier
Claude BINDITH, secrétaire de fondation, Cortaillod
René BLANT, architecte, La Chaux-de-Fonds
Frédéric BLASER, conseiller communal, député, Le Locle
Joseph BOHNENSTENGEL, conseiller général, Bevaix
M^e Arnold BOLLE, avocat-notaire et écrivain, La Chaux-de-Fonds
Jean-Pierre BOREL, professeur à l'Université, Neuchâtel
M^e André BRANDT, avocat, député, La Chaux-de-Fonds
Philippe BRAUNSCHWEIG, physicien EPF, industriel, La Chaux-de-Fonds
Etienne BROILLET, conseiller communal, député, La Chaux-de-Fonds
Roland CHATELAIN, avocat, député, La Chaux-de-Fonds
John CLERC, député, Peseux
Robert COMTESSE, député, Cortaillod
Marcelle CORSWANT, conseillère générale, députée, La Chaux-de-Fonds
Prof. Dr Bernard COURVOISIER, La Chaux-de-Fonds
Pierre-André DELACHAUX, professeur, Fleurier
Fernand DONZÉ, directeur de la Bibliothèque de la ville, La Chaux-de-Fonds
Hélène DUBIED, conseillère générale, Colombier
Dr Jean-Pierre DUBOIS, conseiller national, La Chaux-de-Fonds
Jean-François EGLI, juge cantonal, Bôle
Marc EIGELDINGER, professeur à l'Université, Saint-Blaise
Daniel EIGENMANN, journaliste, La Chaux-de-Fonds
Henri EISENRING, conseiller communal, député, Le Locle
Maurice ERARD, professeur à l'Université, Neuchâtel
Robert FALLER, directeur du Conservatoire, La Chaux-de-Fonds
Maurice FAVRE, avocat-notaire, député, La Chaux-de-Fonds
René FELBER, président de la ville, député, conseiller national, Le Locle
Willy FREY, pasteur, La Chaux-de-Fonds
V.-A. GAGNEBIN, architecte communal, Le Locle
M^{me} V.-A. GAGNEBIN, Le Locle
Jean-Pierre GHELFI, conseiller général, Neuchâtel
Jean-Pierre GRABER, député, Le Locle
Marguerite GREUB, députée, La Chaux-de-Fonds
Jean-Blaise GRIZE, professeur à l'Université, Neuchâtel
Charly GUYOT, professeur à l'Université, écrivain, Boudevilliers
Elisabeth HOETER, sous-dir. Gymnase cant., Neuchâtel

Jean-Pierre HUTHER, député, Colombier
René HUCUENIN, international de hockey sur glace, La Chaux-de-Fonds
Jean-Paul HUMBERT, professeur, Fleurier
Fritz HUMBERT-DROZ, anc. cons. communal, Neuchâtel
Jules HUMBERT-DROZ, journaliste, La Chaux-de-Fonds
Jean-Claude JACCI, industriel, La Chaux-de-Fonds
Claude JAQUET, professeur, Fleurier
Marc JAQUET, instituteur retraité, Neuchâtel
Paul-Henri JEANNERET, directeur de l'Ecole supérieure de commerce, La Chaux-de-Fonds
Charles JORIS, directeur TPR, La Chaux-de-Fonds
Pierre JOSEPH, directeur Dubied SA, Chambrelin
Jean-Louis JUVET, prof. à l'Université, Neuchâtel et Paris
Willy LANZ, directeur général des écoles secondaires, La Chaux-de-Fonds
Jean-Pierre MIÉVILLE, directeur des écoles primaires, La Chaux-de-Fonds
Pierre MONNIER, directeur du Collège régional, Fleurier
Dr Jean-Claude MOUNOUD, Le Locle
Philippe MULLER, prof. à l'Université, député, Neuchâtel
Gennaro OLIVIERI, arbitre, Neuchâtel
Maurice PAYOT, président de la ville de La Chaux-de-Fonds, député
Tony PERRER, instituteur, Lignières
Jean-Philippe RAMSEYER, pasteur, Neuchâtel
M^{me} M. RIEDER, secrétaire, Cortaillod
Claude ROBERT, conseiller communal, député, La Chaux-de-Fonds
Pierre-André ROGNON, président du Tribunal I, La Chaux-de-Fonds
Willy RORDORF, professeur à l'Université, Neuchâtel
Jean ROSSEL, professeur à l'Université, Neuchâtel
Monique ROSSET, pianiste, Neuchâtel
Claude ROULET, professeur au Gymnase, Neuchâtel
Pierre ROULET, président syndical, La Chaux-de-Fonds
Michel ROUSSON, député, Peseux
Michel RUTTIMANN, dir. de l'Ecole secondaire, Cernier
Raymonde SCHWEIZER, directrice de l'Ecole des travaux féminins, La Chaux-de-Fonds
Louis SIDLER, journaliste, La Chaux-de-Fonds
Werner SOERENSEN, recteur de l'Université, Neuchâtel
André TISSOT, directeur du Gymnase cantonal, La Chaux-de-Fonds
Dr Gilbert VILLARD, Neuchâtel
Jean VIVIEN, pasteur, Neuchâtel
Gilbert VUILLÈME, professeur, Fleurier
Walter ZAHND, député, Neuchâtel

L'ESSOR

Numéro spécial tiré sous la responsabilité du Comité neuchâtelois pour un service civil
Ernest-Roulet 12, 2034 Peseux, CCP 20-8941

Le texte de l'initiative de Münchenstein

L'initiative fédérale pour la création d'un service civil (dite de Münchenstein) est conçue en termes généraux et vise à modifier l'article 18 de la Constitution fédérale dans le sens suivant :

- a) En règle générale, l'obligation de service militaire est maintenue.
- b) Un service civil est prévu comme solution de remplacement du service militaire pour les Suisses qui ne peuvent concilier l'accomplissement du service militaire avec les exigences de leur foi ou de leur conscience.
- c) Il sera pourvu à la création d'une organisation fédérale du service civil. Cette organisation
 - ne doit pas incorporer dans l'armée les citoyens astreints au service civil;
 - doit les employer judicieusement dans le cadre des buts généraux de la Confédération (art. 2 de la Constitution fédérale), en tenant compte, autant qu'il est possible, de leurs aptitudes;
 - ne doit pas exiger, de leur part, des prestations de service inférieures à celles du service militaire.

INDICATIONS PRATIQUES

- Les femmes sont autorisées à signer.
- Hommes et femmes doivent indiquer en entier leur nom et prénom sur les listes de signatures.
- N'inscrire sur une même liste que des citoyennes et des citoyens de la même commune, sans quoi les signatures ne sont pas valables.
- Ne pas faire valider les listes de signatures auprès des autorités communales, mais les envoyer, jusqu'au mercredi 30 juin, dernier délai, au :

Comité neuchâtelois pour un service civil, Ernest-Roulet 12, 2034 Peseux.

- Les contributions pour financer la campagne d'information sont les bienvenues au compte de chèques postaux 20 - 8941, Comité neuchâtelois pour un service civil, Peseux.

L'initiative de Münchenstein offre une possibilité d'y parvenir. Acceptée par le peuple, elle permettra aux objecteurs de conscience d'accomplir un service d'entraide ou d'utilité publique au lieu de purger inutilement des peines de prison. Une telle modification constitutionnelle ne fera que répondre à deux principes défendus depuis longtemps en Suisse : le respect des minorités et la liberté de conscience. Elle rejoint les aspirations de beaucoup de jeunes.

Groupements

Partis socialistes neuchâtelois et genevois
Parti ouvrier et populaire, Neuchâtel
Comité cantonal du Syndicat neuchâtelois des corps enseignants secondaire, professionnel et supérieur
Fédération des Eglises protestantes de Suisse (Conseil de la)
Parti évangélique populaire suisse (EVP)
Parti chrétien-démocrate, Bâle-Campagne et Bâle-Ville
Eglise méthodiste suisse
Eglise réformée évangélique du canton de Neuchâtel
Eglise nationale protestante de Genève

La liste des membres soutiens pour les autres cantons romands n'étant pas encore établie, nous publions ici la liste neuchâteloise, en sachant que la création d'un service civil est acceptée par un large secteur de l'opinion suisse et romande.

Comité d'action

Président : Théodore BUSS, pasteur, Le Locle
Vice-présidents : Jean-Louis BELLENOT, professeur, La Chaux-de-Fonds; Claude BOREL, juriste, Marin
Secrétaire : Jean BAUER, physicien, Peseux
Presse : Michel KREBS, journaliste, La Chaux-de-Fonds
Cassier : Claude DEBROT, étudiant, Neuchâtel
Pierre-Antoine AELLIG, professeur, Neuchâtel
Willy BÉGUIN, pasteur, Les Planchettes
François CERF, étudiant, Neuchâtel
Maurice CHALLANDES, ingénieur, député, Bevaix
Remy COSANDEY, fonctionnaire communal, Le Locle
Jean-Pierre FRANCHON, employé de commerce, Le Locle
Jean FREY, professeur, La Chaux-de-Fonds
Claude GACOND, instituteur, député, La Sagne
Francis GERBER, aumônier des étudiants, Fenin
Pierre-André HABLÜTZEL, maître de travaux manuels, Le Locle
Michael HÄUSSERMANN, étudiant, Neuchâtel
Daniel HONEGGER, directeur, Neuchâtel
Gabriel JACOT, héliographe, La Chaux-de-Fonds
Daniel JEANNERET, assistant social, Malvilliers
Philippe JEANNERET, étudiant, Neuchâtel
Pierre KOBZA, typographe, La Chaux-de-Fonds
François KOHLER, étudiant, Neuchâtel
Willy KURZ, sous-directeur des écoles secondaires, La Chaux-de-Fonds
Pierre LECOULTRE, ingénieur ETS, Bôle
Fred NICOLLIER, étudiant, Neuchâtel
Jean-Marie NUSSBAUM, journaliste, La Chaux-de-Fonds
Emilio SANGIORGIO, étudiant, Neuchâtel
Jean-Philippe SCHAEER, professeur de musique, Le Locle
Jean STEIGER, professeur, député, La Chaux-de-Fonds
René WALTHER, avocat, La Chaux-de-Fonds

Pays	Service militaire obligat. oui/non	Les objecteurs sont passibles d'une condamnation sous certaines conditions oui/non	L'objection de conscience est reconnue non/oui : pour motifs éthiques (e), religieux (r), politiques (p)	Service civil : oui/non	Ce service civil existe depuis :	De quel ministère dépend le service civil ?
Suède	oui	non	oui : r, e, p	oui	1963	Ministère du travail
Norvège	oui	non	oui : r, e, p	oui	1922	Direction civile
Finlande	oui	non	oui : r, e	oui	1931	Ministère de la défense
Danemark	oui	non	oui : r, e, p	oui	1917	Ministère de l'intérieur
Gde-Bretagne	non	non	oui : r, e, p	oui	pas de loi	—
Pays-Bas	oui	non	oui : r, e, p	oui	pas de loi	—
Belgique	oui	non	oui : r, e, p	oui	1964	Ministère de l'intérieur
France	oui	sous c. c. : 2 à 3 ans de prison	oui : r, e	oui	1963	Ministère des œuvres sociales
Républ. féd. d'Allemagne	non	non	oui : r, e, p	oui	1948	Ministère du travail et de l'ordre social
Autriche	oui	oui	oui : r	non	—	—
Italie	oui	oui : 2 ans de prison	non	non	—	—
Canada	non	non	oui : r, e, p	—	—	—
Espagne	oui	oui : 10 ans de prison	non	non	—	—
Etats-Unis	oui	sous c. c. : 5 ans de prison	oui : r, e	oui	—	—
Suisse	oui	oui : en moyenne 8 mois de prison	non	non	—	—
En résumé	Service militaire obligat. dans 12 Etats sur 15	L'objection est condamnable dans 6 Etats sur 15	L'objection de conscience n'est pas reconnue dans 3 Etats sur 15. Elle est reconnue pour certains motifs seulement dans 4 Etats sur 15	11 Etats sur 15 ont un service civil		Dans 6 Etats possédant un service civil, celui-ci dépend d'une autorité civile

Objections à l'initiative et réponses

● L'initiative ne prévoit pas la liberté de choix entre les deux services, civil et militaire.

L'initiative présente en fait une authentique alternative aux citoyens, permettant aux objecteurs de choisir un service civil. C'est témoigner de réalisme que de procéder par étapes. Nous devons néanmoins absolument obtenir que l'examen de la motivation d'un refus du service militaire émane d'une commission civile où les objecteurs seront représentés.

● L'initiative fait une discrimination regrettable quand elle formule que le service militaire constitue la règle et le service civil l'exception.

Cette discrimination est pour le moment simplement conforme aux faits. Rien n'empêche que, avec le temps, l'importance et le rôle des deux services soient égaux ou même inversés.

● L'initiative n'inclut pas le service civil à l'étranger dans les activités de substitution au service militaire.

Si le service civil à l'étranger n'est pas expressément nommé dans l'initiative, il va de soi que l'aide aux pays du tiers monde peut et doit être incluse dans les buts exprimés de la Confédération. Elle exige cependant une préparation différente et un engagement plus long.

● Les objecteurs pour raisons politiques ne sont pas pris en considération.

Les promoteurs de l'initiative préconisent d'une manière extrêmement claire une solution englobant la conscience humaine dans toute son étendue : l'objection peut découler de convictions d'ordre religieux, éthique et humanitaire, politique ou autre.

● Il est à craindre que dans la loi d'application le législateur ne restreigne la portée de l'initiative, une fois qu'elle aura passé le cap de la votation populaire.

L'initiative est conçue en termes généraux et il appartiendra aux Chambres d'élaborer un projet d'article constitutionnel conforme à l'esprit dans lequel l'initiative a été rédigée. Il est certain que la voie parlementaire permettra à toutes les organisations intéressées de faire entendre leur voix et d'user de leur influence.

● La détermination de se soustraire aux obligations militaires ne constitue-t-elle pas une solution de facilité ?

Ce n'est pas un privilège que réclament les objecteurs de conscience, mais un service de remplacement de durée au moins égale aux obligations militaires et impliquant une mise à contribution équivalente ou supérieure.

En résumé, le Comité neuchâtelois fait sienne la conclusion donnée à une interview des promoteurs de l'initiative de Münchenstein : « Notre but est de donner aux objecteurs un statut légal et de mettre fin à la discrimination sociale dont ils sont l'objet. Il faut en finir avec une situation qui assimile à des délinquants de droit commun des citoyens qui obéissent à leur conscience. »

Le chef du département politique fédéral en faveur d'un corps de volontaires à la disposition de la Confédération

Dans l'exposé qu'il fait actuellement sur les fondements de la politique étrangère de la Suisse, le conseiller fédéral Pierre Graber a déclaré ce qui suit :

« Je le sais bien, il est difficile de parler de la Suisse solidaire du monde, ou de la Suisse humanitaire, sans donner le sentiment que l'on verse dans l'autosatisfaction ou qu'on cherche à retirer un profit d'une attitude ou d'un genre d'action qui doivent, pour être valables, garder un caractère gratuit et réellement désintéressé.

» Disons seulement le prix que nous attachons à la protection de l'enfance dans le monde, à la lutte contre la faim et la maladie, au soin des victimes des conflits armés, au sort des prisonniers de guerre ou politiques, à la promotion du droit humanitaire international, à tout ce qui peut constituer sur ce plan un facteur de justice et de paix dans le monde.

» Dans le domaine de sa politique étrangère, la confédération apporte d'une part son soutien aux diverses organisations suisses d'entraide, et elle participe d'autre part de plus en plus aux activités des organisations internationales spécialisées.

» Dans cette perspective, nous accordons également une grande importance à ce que l'on pourrait appeler la « présence physique » de la Suisse dans le tiers monde, à cet apport spécifiquement suisse que constitue l'envoi de volontaires et d'experts de l'assistance technique, ou encore l'activité des équipes médicales que la Croix-Rouge met à l'œuvre dans les points les plus chauds du globe.

» C'est pour renforcer cette présence plus personnelle de notre pays dans le monde que nous envisageons la création du corps suisse de volontaires dont il est question depuis quelques années. Si la réalisation de ce projet, dans lequel nous plaçons beaucoup d'espoir, a tardé jusqu'ici, c'est non seulement en raison des problèmes plus compliqués que prévu qu'il posait, mais c'est parce que certaines de nos structures, de nos institutions et de nos dispositions légales, tout entières orientées vers notre vie nationale intérieure, font obstacle à une formule nouvelle de notre politique étrangère. La Suisse, dans ce domaine, a besoin d'opérer une conversion vers l'extérieur. »

Les Eglises

LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES SUISSES

Le concile de Vatican II insiste pour qu'il y ait des lois qui traitent avec humanité ceux qui refusent le service armé pour motifs de conscience, à condition que ceux-ci soient prêts à accomplir un autre service pour la communauté.

La conférence des évêques suisses estime juste que l'on prévoit une procédure spéciale au cours de laquelle les motifs de l'objection de conscience soient clarifiés et à l'issue de laquelle l'objecteur de conscience est convoqué à un service qui soit aussi astreignant que le service militaire, mais qui évite un conflit de conscience.

LA FÉDÉRATION DES ÉGLISES PROTESTANTES DE LA SUISSE réclame un service civil pour les objecteurs de conscience depuis près de vingt-cinq ans !

Il y va de l'honneur de ce pays...

La Suisse est donc un des derniers pays AU MONDE à ne pas accorder à ses citoyens le droit à l'objection de conscience. Ce SCANDALE, pour beaucoup d'esprits répartis dans toutes les couches de la population, toutes les classes sociales, DOIT ABSOLUMENT CESSER, et cela le plus rapidement possible.

Il est désormais INADMISSIBLE — ce l'a d'ailleurs toujours été — de condamner des jeunes hommes à la prison, fût-ce sous la forme à peine atténuée de travail dans les hôpitaux ; de les soumettre à d'humiliants examens psychiatriques, au surplus parfaitement stupides ; de n'admettre comme MOTIFS HONORABLES que les mobiles religieux, comme si un incroyant n'avait pas de conscience. Combien de juges militaires sont déchirés d'être contraints d'accomplir ce qu'ils ne sont pas loin de tenir pour une forfaiture à l'égard de l'homme.

Il urge donc de réaliser l'égalité absolue devant la loi en autorisant purement et simplement l'objection de conscience, désormais inscrite dans la Constitution fédérale. Et en créant un service civil aussi astreignant que le militaire, afin de posséder ce corps d'hommes (et de femmes ?) entraînés et bien formés pour intervenir dans toutes les catastrophes nationales ou internationales, allant à l'aide et à la formation des pays en voie de développement. C'est ce corps d'élite que le chef du Département politique fédéral Pierre Graber considère comme ABSOLUMENT INDISPENSABLE au rayonnement spirituel, moral et matériel de la Suisse.

C'est tout ce que demande l'initiative dite de Münchenstein. AUSSI EST-IL INDISPENSABLE QUE TOUS LES HOMMES, TOUTES LES FEMMES DE CE PAYS LA SIGNENT.

Il y a seulement dix ans, il eût été impensable de réunir les signatures de personnalités aussi bien répandues dans tous les partis, de gauche à droite et jusque dans les plus hauts grades de l'armée.

MAIS CE QU'IL FAUT, C'EST PRÉSENTER AUX AUTORITÉS FÉDÉRALES UNE MASSE IMPOSANTE DE SIGNATURES.

C'est pour que la Suisse romande réponde avec enthousiasme à une initiative partie de Suisse alémanique que nous avons décidé d'agir.

J.-M. NUSSBAUM.

Statistique des objecteurs de consciences

EN ALLEMAGNE, les objecteurs passent de 6000 en 1967 à 14 000 en 1969.

EN BELGIQUE, 600 jeunes gens ont demandé le statut d'objecteur en 1969.

AU DANEMARK, un millier d'objecteurs ont été enregistrés en 1969, alors que jusqu'ici on en comptait environ 500 par année.

EN ESPAGNE, 150 objecteurs, presque tous Témoins de Jéhovah, sont en prison.

EN FRANCE, leur nombre a presque décuplé, atteignant une centaine l'année dernière.

EN SUÈDE, le nombre de demandes pour service non armé a passé de 400 en 1960 à près de 3000 en 1969. Une « Organisation centrale des objecteurs », créée il y a deux ans, compte plus de 3000 membres.

EN SUISSE	1969	1970
Motifs religieux	64	62
Motifs éthiques	32	27
Motifs politiques	20	31
Motifs divers	17	55
Total	133	175
Récidive	26	27
Arrêts répressifs	60	57
Exclusions	65	89

(Chiffres tirés du rapport de gestion du Conseil fédéral adressé à l'Assemblée fédérale le 15 mars 1970.)

Conseil fédéral

Je n'aimerais pas vous cacher que le problème des objecteurs de conscience m'embarrasse beaucoup, personnellement, et que je m'efforce, dans cette affaire délicate, de parvenir à une réglementation qui subsiste à long terme, pour autant que cela soit possible.

Conseiller fédéral Rudolf Gnägi, chef du DMF.